

SELLAL DÉCHARGÉ DES FONCTIONS DE PREMIER MINISTRE

La surprise Tebboune

A la surprise générale, Abdelmalek Sellal n'a finalement pas été reconduit à la tête du gouvernement et c'est, désormais, Abdelmadjid Tebboune qui aura à assumer la prestigieuse fonction de Premier ministre. Pourtant, tout plaidait pour le maintien de Sellal, lui qui avait été, d'ailleurs, officiellement chargé de mener les consultations avec les partis de la majorité pour la formation du nouveau gouvernement.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Un moment en position de faiblesse, le désormais ex-Premier ministre avait fini par revenir au-devant de la scène dès le mois d'avril dernier et s'était impliqué même personnellement dans la campagne électorale au profit du parti présidentiel, le Front de libération nationale, pour les élections du 4 mai dernier.

Sa conduite des consultations pour la formation du nouveau gouvernement ayant fini par ne laisser aucun doute quant à sa reconduction. Or, un bref communiqué de la présidence de la République, rendu public en début d'après-midi d'hier, chamboulera toutes les certitudes de la veille ! En voici le contenu : «A la suite de la proclamation par le Conseil constitutionnel des résultats définitifs des élections législatives, et de l'installation de la huitième législature de l'Assemblée populaire nationale, M. Abdelmalek Sellal, Premier ministre, a présenté ce jour à Son Excellence, M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République, sa démission et celle du gouvernement», a précisé le communiqué de la présidence de la République. «Le président de la République a félicité M. Abdelmalek Sellal, Premier ministre sortant, et les membres

du gouvernement pour le travail qu'ils ont accompli.»

Le même communiqué contient juste cette petite précision : «Conformément à l'article 91, alinéa 5 de la Constitution, Monsieur le Président de la République a, après consultation de la majorité parlementaire, nommé M. Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre.» «Le chef de l'Etat a également chargé les membres du gouvernement démissionnaire de vaquer aux affaires courantes de leurs secteurs respectifs, en attendant la nomination du gouvernement.»

En d'autres termes, c'est tout le gouvernement qui tombe. L'ancien ministre de l'Habitat Abdelmadjid Tebboune, aura donc eu le dernier mot dans son conflit larvé mais réel avec l'ancien Premier ministre. Un conflit qui s'est aggravé crescendo avec l'ascension fulgurante d'un Tebboune qui, pourtant, aura vécu une longue traversée du désert, entre 2002 et 2012. Dix longues années passées en dehors de l'exécutif qu'il ne retrouvera que le 4 septembre 2012, avec la nomination du premier gouvernement de... Abdelmalek Sellal.

Reprenant le secteur qu'il avait quitté en 2002, à savoir celui, très sensible, de l'habitat, un secteur

en plein boom et dont l'impact sur le vécu du citoyen est considérable, Tebboune réussira à entrer dans les bonnes grâces de Abdelaziz Bouteflika. Ce dernier lui confiera d'ailleurs une mission spéciale, celle de relancer le gigantesque projet de la Grande Mosquée d'Alger, un projet auquel Abdelaziz Bouteflika accorde une importance bien particulière.

La gestion de ces deux lourds dossiers finira par valoir à Abdelmadjid Tebboune l'insigne honneur d'être décoré de l'ordre du Mérite national, la plus haute distinction en Algérie, ce qui est une première pour un ministre en exercice.

Décernée par le président de la République, cette distinction dénote, en l'espèce, la confiance dont il jouit désormais de la part du patron d'El-Mouradia. Cela confère également au concerné un nouveau statut, une sorte de superministre hyper-puissant au sein de l'exécutif. Cela se confir-



Photo : Samir Sid

Abdelmadjid Tebboune.

mera du reste très vite lorsque, à la suite du décès de l'ancien ministre du Commerce, le défunt Bakhti Bélaïb, ce sera Tebboune que Bouteflika choisira pour cumuler ce portefeuille si lourd et exigeant, pourtant. En ce mercredi 24 mai 2017, Abdelmadjid

Tebboune conclut sa carrière avec cette grande consécration d'être désormais le chef de l'exécutif qui va certainement avoir comme mission principale la préparation de la très délicate élection présidentielle de 2019.

K. A.

Bio-express du nouveau Premier ministre

Abdelmadjid Tebboune, nommé hier Premier ministre par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a occupé plusieurs postes ministériels durant sa longue carrière, dont le dernier était celui de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

M. Tebboune, qui est également membre du Comité central du parti de Front de libération nationale (FLN), est né le 17 novembre 1945 à Mécheria (wilaya de Naâma), est diplômé de l'Ecole nationale d'administration (ENA), spécialité économie et finances (1965-1969).

Durant sa carrière, le nouveau Premier ministre a occupé les postes de ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, chargé des Collectivités locales (1991-1992),

ministre de la Communication et de la Culture (1999), ministre des Collectivités locales (2000-2001) et ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme (2001-2002).

En 2012, il revient au ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme. Son département ministériel est élargi en 2013 à la Ville.

M. Tebboune, marié et père de cinq enfants, a assuré depuis janvier dernier l'intérim du ministère du Commerce suite à l'absence prolongée pour maladie du défunt Bakhti Bélaïb.

Avant d'occuper des postes ministériels, il a été secrétaire général des wilayas de Djelfa, Adrar, Batna et M'sila et wali d'Adrar, Tiaret et Tizi-Ouzou.

APS

LE PRÉSIDENT DE L'APN ÉLU À BULLETINS SECRETS

Une nouvelle tradition parlementaire

L'histoire retiendra que Saïd Bouhadja est le premier à être élu président de l'Assemblée populaire nationale dans un vote à bulletins secrets.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une première dans les annales parlementaires du pays. Jamais, en effet, le président de l'Assemblée populaire nationale n'a été élu par vote à bulletin secret et, qui plus est, dans une compétition avec d'autres candidats.

Indépendamment de son issue, largement en faveur du candidat des partis de l'allégeance, le vote, mardi, à l'occasion de l'entame de la huitième législature, ayant porté Saïd Bouhadja au perchoir de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour la mandature 2017-2022, restera gravé dans les annales parlementaires du pays. C'est, en effet, la première fois que l'élection à ce poste politique, synonyme de troisième personnage de l'Etat après le président de la République et le président du Conseil de la Nation, tranche nettement avec la «tradition» qui a toujours fait que cela soit fait sans concurrent, sous forme de plébiscite.

Si cela pouvait se comprendre du temps du parti unique, avec l'intronisation de feu Rabah Bitat comme président de l'APN de mars 1977 à octobre 1990, de son successeur Abdelaziz Belkhadem

d'octobre 1990 à janvier 1992 ou encore de Abdelkader Bensalah, président de Conseil national de transition (CNT), la poursuite de cette «pratique» à l'ère du pluralisme relevait d'une «anomalie» dont il fallait se départir bien un jour.

C'était mardi quand des partis de l'opposition ont décidé, chacun de son côté, sans concertation aucune, de «briser» cette encombrante «us» en décidant de présenter des candidats au poste de président de l'APN, et ainsi rompre avec le fameux «candidat du consensus».

C'est ainsi que le MSP, le RCD et l'alliance Nahda-el-Adala-Binaa ont présenté, chacun, son propre candidat pour juste «briser le principe du plébiscite», convaincus que la «présidence de l'APN est décidée d'avance». Une manière de faire qui n'a pas pour autant déplié au sein des partis de l'allégeance, échaudés dans un premier temps par cette «audace» de l'opposition qui, malgré sa représentation parlementaire somme toute réduite, ose jouer la démocratie dans son aspect le plus concret, l'urne, tout en sachant l'issue du scrutin qui ne faisait pas l'ombre d'un doute.



Photo : Samir Sid

Saïd Bouhadja.

C'est ainsi que le chargé de la communication du RND dit «voir d'un bon œil cette bonne première dont il faudra encourager la pratique». Pour Seddik Chihab, cette première constitue une sorte de «démarrage d'une nouvelle pratique à même de permettre à l'Assemblée populaire nationale de se faire prévaloir davantage» et va en droite ligne de la «nouvelle place de choix accordée à l'opposition parlementaire par la Constitution de mars 2016».

Mais pour les auteurs de cette première parlementaire, le fait a bien d'autres lectures. Pour l'un des candidats, celui du triumvirat islamiste Nahda-Adala-Binaa,

Lakhdar Benkhellaf, la démarche des partis de l'opposition obéissait à l'objectif de briser cette tradition héritée de l'ère du parti unique faisant que le président de l'APN a toujours fait l'objet d'un «plébiscite». Une pratique qui, selon lui, «n'a pas sa raison d'être à l'ère pluraliste». Et de soutenir que l'autre objectif assigné à ces candidatures de l'opposition était de «démontrer, par les résultats du scrutin, que tout a été préparé dans la suite de la fraude des élections du 4 mai dernier». Benkhellaf invite à une «lecture sereine et à une analyse des résultats de cette élection» qui, selon lui, «ont mis à nu, encore une fois, le pouvoir».

Le nouveau député du RCD, Yassine Aïssiouène, qui est également chargé de la communication et de l'organique au sein du parti, abonde dans le même sens, estimant qu'«à travers ces candidatures dont celle du RCD, nous voulions instaurer une nouvelle culture démocratique à laquelle l'ensemble des acteurs politiques doivent se soumettre». Bien que ne nourrissant aucune «illusion» d'une quelconque «surprise», notre jeune interlocuteur précisera, comme pour se démarquer du reste des partis de l'opposition et des députés indépendants, que lui et ses pairs députés du RCD

«étaient les seuls à voter contre le rapport portant validation des résultats des élections législatives du 4 mai dernier».

Aussi, Ramdhane Taâzibt, député du PT, estime qu'il faut lire dans «le fait que les partis d'opposition ont eu des candidats communs ou partisans l'expression d'une volonté d'agir en commun contre toute tentative d'hégémonie des partis issus du coup de force du 4 mai dernier». S'il juge «inutile de s'appesantir sur qui nous avons voté (les députés du PT ont porté leurs voix sur le candidat du MSP), notre interlocuteur considère que «la situation du pays est tellement grave, qu'elle nécessite un travail unitaire pour stopper la marche vers l'abîme». «C'est un message de résistance car rien n'est inéluctable», conclut Taâzibt.

Et quid de l'échec de l'opposition incapable de présenter une candidature unique ? Pour Benkhellaf, «si les partis de l'opposition présents à l'Assemblée populaire nationale avaient une plus significative représentativité, ils auraient engagé des concertations pour dégager une candidature unique à même de lui assurer un score honorable, 30%, voire 40%. Ce qui n'est malheureusement pas la cas présentement».

M. K.